

FICHE N° 11 :LA MISE EN EXAMEN

LE MECANISME DE LA MISE EN EXAMEN

= notifier à l'intéressé de manière officielle les faits dont on l'accuse. Personne physique ou morale. Notification envoyée à l'adresse de la personne, de la société. La personne mise en examen devient partie à la procédure.

□ Conditions de fond :

charges lourdes à l'encontre de l'intéressé, indices graves ou concordants rendant vraisemblable sa participation à la commission ou à la tentative d'une infraction (art 80-1CPP). Si mise en examen irrégulière, le mis en examen devient un témoin assisté.

La mise en examen ne s'impose jamais au JI, totale indépendance, peut laisser la personne comme TA (art 80-1 al3). Limites : le JI ne peut pas entendre comme témoin celui contre lequel pèse des indices graves et concordants, prohibition des mises en examen tardives (on est soit mis en examen, soit TA) art 115CPP. + un TA peut demander à tout moment de la procédure d'être mis en examen (art 113-6CPP) : pendant l'audition si le juge veut bien l'entendre, ou par lettre recommandée.

□ Conditions de forme

il faut prévenir l'intéressé qu'on le met en examen+ assistance d'un avocat+ entendu par le juge+ lui faire connaître les faits qu'on lui reproche et leur qualif° pénale. Certaines de ces conditions sont déjà remplies si la personne était un TA avant.

- *qd il n'était pas un TA* : Le juge envoie une convocation de 1ere comparution (entre 10j et 2mois) ou un OPJ. Annoncent l'intention de mise en examen+faits+qualif° pénale+droit à un avocat. Si la personne est déjà devant le JI (en tant que témoin par ex), JI vérifie son identité, faits, peut faire interrogatoire s'il y a un avocat, ou diffère celui-ci. Il faut le consentement de l'intéressé en principe pour l'interrogatoire, sauf si urgence, danger de mort, risque de disparition des indices (art 117CPP). Le JI peut changer la qualif° des faits au moment où il notifie la mise en examen, cad après la déclaration de l'intéressé sur les faits. Doit l'informer de la durée prévisible de l'instruction.

- *qd il était un TA avant d'être mis en examen* : Est déjà assisté d'un avocat qui a eu connaissance du dossier (art 113-8CPP). JI peut convoquer TA et son avocat (5j ouvrables avant) pour interrogatoire. Le passage de TA à mis en examen peut se faire juste avant la fin de l'instruction, mais nécessaire car pour placer qqn en détention, doit avoir le statut de mis en examen.

LES CONSEQUENCES DE LA MISE EN EXAMEN

□ Droits du mis en examen :

Informé de la procédure, des différentes ordonnances. A le droit de se taire ou d'exposer sa défense. Si est en DP, débat préalable+ peut exercer voies de recours+ demander annulation d'actes+ solliciter du JI des actes d'information (audition d'un témoin, transport sur les lieux, confrontation, expertise...) mais le JI peut refuser par ordo motivée + droit à une instruction raisonnable+ assistance d'un avocat (art 114CPP)

□ Atteintes à ces droits :

art 137CPP Le principe est la liberté du mis en examen, l'exception est la détention provisoire (pendant 10j, interdiction de communiquer avec l'extérieur)

